

certain point, associés l'un à l'autre, du moins sur une base financière, et ne parlait à ce sujet d'une « affaire gigantesque ». Je ne les cite pas en exemple pour dire que d'autres devraient entreprendre quelque chose de semblable, mais, du fait même qu'ils attachaient une telle importance à leurs activités, il m'a semblé qu'il devrait y avoir d'autres idées qui pourraient être examinées au point de vue général du développement du pays.

Je ne préconise pas l'entreprise d'État, mais j'accorde à tous le droit de différer d'avis avec moi s'ils le désirent et cela n'est pas une raison pour eux de ne pas le faire. Celui qui est assis à ma droite est un de ceux qui ont de l'expérience. Monsieur McLean a beaucoup d'expérience et il a édifié quelque chose qui n'existait pas auparavant. Je ne pense pas que cela doive être tout simplement mis au rancart. Je pense que vous devrions tenter de mettre en valeur tous ces efforts particuliers et toutes ces compétences et ces expériences particulières etc., pour le bien général du pays.

Le professeur Watkins: Je suis entièrement d'accord et je pense que nous ne devons pas considérer ces choses comme des propositions contradictoires, et penser que, si nous nous fions au secteur privé, nous ne pouvons avoir la SDC ou que si nous avons la SDC, cela signifierait que nous ne nous fions pas au secteur privé. Nous pouvons faire les deux.

M. Flemming: Monsieur le président, j'ai peut-être accaparé le docteur Watkins autant que je devais le faire pour l'instant. J'aurai peut-être, plus tard, l'occasion de poser quelques questions de plus. Je ne voudrais pas avoir l'air de tenter d'accaparer le temps du Comité ou les connaissances de la propriété étrangère que M. Watkins doit avoir à la suite de cette étude entreprise par ses collègues et lui. Je veux bien céder la place pour l'instant. J'ai quelques autres questions mais je vais les garder pour plus tard.

Le président suppléant (M. Wahn): Merci beaucoup, M. Flemming. Nous reviendrons peut-être à vous. J'ai sur ma liste M. McLean, M. Lambert, M. Gilbert et M. Macdonald, ce qui est d'une agréable diversité. J'appelle monsieur McLean.

M. McLean (Charlotte): Monsieur Watkins, dans votre rapport je ne pense pas que vous ayez dit quoi que ce soit au sujet de l'argent en tant que facteur de contrôle de notre économie. Il me semble, en regardant ce qui se passe dans le monde aujourd'hui, que l'argent joue un très grand rôle dans ce domaine. Alors qu'une autre nation contrôle 59 pour cent du Fonds monétaire international, lequel dirige, en pratique, le monde monétaire à l'heure actuelle, cela est très important. Je ne

vois pas quel danger pourrait résulter de l'entrée ici de capitaux de spéculation étrangers parce que nous pouvons, tant que nous conservons notre souveraineté, contrôler ces capitaux de spéculation. Mais si nous perdons notre souveraineté, et je crois que nous l'avons perdue à l'heure actuelle, nous ne pouvons contrôler ce capital de spéculation et je pense que cela est très important.

• 1130

M. Martin, président du *Federal Reserve System* des États-Unis, a déclaré catégoriquement à Londres que l'or n'est pas une marchandise, que c'est une mesure monétaire. Or, si c'est une mesure monétaire nous avons perdu notre souveraineté parce que nous nous sommes inscrits au Fonds monétaire international en nous engageant à payer l'or, à n'importe quel moment, seulement 35 dollars américains et les États-Unis contrôlent 59 pour cent du Fonds monétaire international.

Or, les États-Unis disent au Canada: « Vos réserves ne peuvent augmenter que jusqu'à concurrence d'un certain montant et quand vous l'avez atteint vous devez vous arrêter. » Et ils disent: « Vous ne pouvez payer plus que tel prix pour votre argent. Or, si l'or est le fondement du crédit, alors vous ne pouvez payer ce sur quoi se fonde votre crédit qu'un certain prix. Vous devez maintenant recourir à quelque chose d'autre. Vous devez recourir au papier-monnaie. Il me semble que c'est là que nous perdons le contrôle et cela est beaucoup plus important que l'entrée d'investissements étrangers, en particulier les capitaux de spéculation. Je vois où est le péril: dans le fait d'emprunter continuellement aux États-Unis.

En temps de guerre, nous n'avons pas emprunté des États-Unis. Nous avons effacé notre dette envers les États-Unis, nous avons effacé notre dette envers chacun. Nous ne devions rien à qui ce soit et nous avons pu donner à l'Angleterre un milliard et quart et nous avons pu nous financer nous-mêmes. Mais, en temps de paix, nous ne semblons pas pouvoir le faire, et nous sommes pris dans cette combine internationale de la monnaie. L'argent fait le tour du monde et nous avons des taux d'intérêt élevés.

Et pourquoi avons-nous des taux d'intérêt élevés? Les États-Unis disent: « Eh bien, nous devons garder l'argent dans notre pays parce que s'il en sort, les dollars en or en sortent et nous devons les racheter, de sorte que nous aurons des taux d'intérêt élevés ». Ensuite le Canada va emprunter là-bas et on lui fait payer des taux d'intérêt élevés. Il me semble que c'est cette situation monétaire qui contribue à nous ruiner plutôt que l'entrée de capitaux de spéculation étrangers, parce que nous avons des lois ici, tant que nous conservons